

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 4940

[C — 2007/21154]

27 DECEMBRE 2007

Loi concernant les badges d'identification d'aéroport (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 8 de la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, modifié par la loi du 27 décembre 2006, le chiffre '2007' est remplacé par le chiffre '2008'.

Art. 3. L'article 2 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 27 décembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Mobilité et des Réformes institutionnelles,

Y. LETERME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. VANDEURZEN

Note

(1) *Session ordinaire 2007-2008.*

Chambre des représentants.

Documents. — Proposition de loi, 52-0595 — N° 001. — Rapport, 52-0595 — N° 002. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 52-0595 — N° 003.

Compte rendu intégral. — 19 décembre 2007.

Sénat.

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 4-487 — 2007/2008 - N° 1. — Rapport, 4-487 — 2007/2008 - N° 2. — Décision de ne pas amender, 4-487 — 2007/2008 - N° 3.

Annales du Sénat. — 20 décembre 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 4940

[C — 2007/21154]

27 DECEMBER 2007

Wet betreffende de luchthavenidentificatiebadges (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 8 van de wet van 3 mei 2005 houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, gewijzigd door de wet van 27 december 2006, wordt het getal '2007' vervangen door het getal '2008'.

Art. 3. Artikel 2 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 27 december 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Mobiliteit en Institutionele Hervormingen,

Y. LETERME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

J. VANDEURZEN

Nota

(1) *Gewone zitting 2007-2008.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsvoorstel, 52-0595 — Nr. 001. — Verslag, 52-0595 — Nr. 002. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 52-0595 — Nr. 003.

Integraal verslag. — 19 december 2007.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 4-487 - 2007/2008 - Nr. 1. — Verslag, 4-487 - 2007/2008 - Nr. 2. — Beslissing om niet te amenderen, 4-487 - 2007-2008 - Nr. 3.

Handelingen. — 20 december 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 4941

[C — 2007/12809]

21 DECEMBRE 2007. — Loi relative à l'exécution
de l'accord interprofessionnel 2007-2008 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Avantages non récurrents liés aux résultats*Section I^{re}. — *Dispositions générales*

Art. 2. Le présent chapitre est applicable aux employeurs et aux travailleurs relevant du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Art. 3. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par avantages non récurrents liés aux résultats :

Les avantages liés aux résultats collectifs d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, ou d'un groupe bien défini de travailleurs, sur la base de critères objectifs. Ces avantages dépendent de la réali-

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 4941

[C — 2007/12809]

21 DECEMBER 2007. — Wet betreffende de uitvoering
van het interprofessioneel akkoord 2007-2008 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen*Afdeling I. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Onderhavig hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die onder het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités ressorteren.

Art. 3. Voor de toepassing van onderhavig hoofdstuk, wordt met niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen bedoeld :

De voordelen gebonden aan de collectieve resultaten van een onderneming of van een groep van ondernemingen ofwel van een welomschreven groep van werknemers, op basis van objectieve criteria. Deze voordelen hangen af van de verwezenlijking van duidelijk

sation d'objectifs clairement balisables, transparents, définissables/mesurables et vérifiables, à l'exclusion d'objectifs individuels et d'objectifs dont la réalisation est manifestement certaine au moment de l'introduction d'un système d'avantages liés aux résultats.

Art. 4. Les avantages non récurrents liés aux résultats sont instaurés conformément aux procédures, aux modalités et aux conditions établies par le présent chapitre ainsi que par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail. (2)

Art. 5. Conformément à la convention collective de travail conclue au Conseil national du Travail, chaque employeur peut prendre l'initiative d'instaurer des avantages non récurrents liés aux résultats sans préjudice d'une initiative prise au sein de la commission paritaire ou de la sous-commission paritaire.

Au niveau de l'entreprise, ces avantages peuvent être instaurés, conformément à la convention collective de travail conclue au Conseil national du Travail, par une convention collective de travail ou, pour les travailleurs pour lesquels il n'existe pas de délégation syndicale, au choix de l'employeur, soit par le biais d'une convention collective de travail, soit par un acte d'adhésion.

Un plan d'octroi des avantages non récurrents liés aux résultats est contenu dans la convention collective de travail ou annexé à l'acte d'adhésion susvisé.

Art. 6. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, les avantages non récurrents liés aux résultats ne peuvent être instaurés dans le but de remplacer ou de convertir des rémunérations, primes, avantages en nature ou généralement quelconques ou des compléments à tout ce qui précède, prévus dans des conventions individuelles ou collectives, qu'ils soient assujettis ou non aux cotisations à la sécurité.

§ 2. Par dérogation à ce qui est prévu au § 1^{er}, les avantages non récurrents liés aux résultats peuvent se substituer à un système existant d'avantages liés aux résultats qui répondent aux caractéristiques suivantes :

1° il s'agit d'avantages qui sont liés aux résultats collectifs d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises ou d'un groupe bien défini de travailleurs;

2° ces avantages dépendent de la réalisation d'objectifs collectifs s'accompagnant ou non d'objectifs individuels.

§ 3. Pour l'application du § 2, il est requis que la convention collective de travail ou l'acte d'adhésion visé à l'article 5 mentionne expressément qu'il se substitue à un système existant et que ce système est annexé à la convention collective ou à l'acte d'adhésion.

§ 4. Il ne peut être fait usage de cette possibilité que si le nouveau système est conforme aux dispositions du présent chapitre et de la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

Section II. — Avantages non récurrents liés aux résultats introduits par voie d'acte d'adhésion

Sous-section I^{re}. — Première phase de la procédure

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque, conformément à la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail, les avantages non récurrents liés aux résultats sont introduits par voie d'acte d'adhésion, tout projet d'acte d'adhésion est établi par l'employeur qui doit le remettre à chaque travailleur concerné, de même que le projet de plan d'octroi qui doit y être annexé.

§ 2. Pendant un délai de quinze jours commençant le jour de la remise du projet d'acte d'adhésion et du plan qui lui est annexé à chaque travailleur concerné, l'employeur tient à la disposition des travailleurs concernés un registre où ceux-ci peuvent consigner individuellement leurs observations.

§ 3. Pendant le même délai de quinze jours, les travailleurs concernés peuvent aussi adresser leurs observations au fonctionnaire chargé de surveiller l'exécution de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, par écrit dûment signé. Leur nom ne peut être communiqué, ni divulgué.

§ 4. Passé ce délai, l'employeur adresse le registre en communication au fonctionnaire précité qui lui en accuse immédiatement réception.

§ 5. Si aucune observation des travailleurs concernés ne lui a été notifiée, et si le registre ne contient aucune observation, la procédure d'établissement est censée être clôturée le quinzième jour suivant celui

aflijbare, transparante, definieerbare/meetbare en verifieerbare doelstellingen, met uitzondering van individuele doelstellingen en doelstellingen waarvan de verwezenlijking kennelijk zeker is op het ogenblik van de invoering van een systeem van resultaatsgebonden voordelen.

Art. 4. De niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen worden ingevoerd in overeenstemming met de procedures, de modaliteiten en de voorwaarden die worden opgelegd door onderhavig hoofdstuk, alsook door een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad. (2)

Art. 5. In overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad, kan elke werkgever het initiatief nemen om niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen in te voeren, onverminderd een initiatief genomen in de schoot van het paritaire comité of het paritaire subcomité.

Op het niveau van de onderneming kunnen deze voordelen, in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad, worden ingevoerd via een collectieve arbeidsovereenkomst of, voor de werknemers voor wie er geen syndicale afvaardiging bestaat, naar keuze van de werkgever, ofwel via een collectieve arbeidsovereenkomst, ofwel via een toetredingsakte.

Het toekenningsplan van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen wordt opgenomen in de collectieve arbeidsovereenkomst of als bijlage bij hoger vermelde toetredingsakte gevoegd.

Art. 6. § 1. Voor de toepassing van onderhavig hoofdstuk mogen de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen niet worden ingevoerd ter vervanging of ter omzetting van loon, premies, voordelen in natura of enig ander voordeel of een aanvulling hierbij, voorzien in individuele of collectieve overeenkomsten, al dan niet bijdrageplichtig voor de sociale zekerheid.

§ 2. In afwijking van wat bepaald is in § 1 mogen de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen in de plaats komen van een bestaand stelsel van resultaatsgebonden voordelen die beantwoorden aan de volgende kenmerken :

1° het gaat om voordelen die gebonden zijn aan de collectieve resultaten van een onderneming of een groep van ondernemingen ofwel van een welomschreven groep van werknemers;

2° deze voordelen zijn afhankelijk van het bereiken van collectieve doelstellingen, al dan niet samengaand met individuele doelstellingen.

§ 3. Voor de toepassing van § 2 is vereist dat de in artikel 5 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst of toetredingsakte uitdrukkelijk vermeldt dat het in de plaats komt van een bestaand stelsel en dat dit stelsel als bijlage wordt gevoegd bij de collectieve arbeidsovereenkomst of toetredingsakte.

§ 4. Van deze mogelijkheid kan enkel gebruik gemaakt worden indien het nieuwe stelsel conform is aan de bepalingen van onderhavig hoofdstuk en de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad.

Afdeling II. — Niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen ingevoerd via toetredingsakte

Onderafdeling I. — Eerste fase van de procedure

Art. 7. § 1. Wanneer, in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad, niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen via een toetredingsakte worden ingevoerd, wordt elk ontwerp van toetredingsakte opgesteld door de werkgever die het aan elke betrokken werknemer moet overhandigen, samen met het ontwerp van toekenningsplan dat als bijlage moet worden toegevoegd.

§ 2. De werkgever houdt gedurende een termijn van vijftien dagen die ingaat op de dag van overhandiging van het ontwerp van toetredingsakte en van het plan in bijlage aan elke betrokken werknemer, een register ter beschikking van de betrokken werknemers waarin ze hun opmerkingen individueel kunnen optekenen.

§ 3. Binnen diezelfde termijn van vijftien dagen kunnen de betrokken werknemers hun opmerkingen ook via naar behoren ondertekende brief meedelen aan de ambtenaar die belast is met het toezicht op de uitvoering van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. Hun naam mag noch worden meegedeeld, noch worden onthuld.

§ 4. Na afloop van deze termijn stuurt de werkgever het register ter inzage naar hoger vermelde ambtenaar die hem de ontvangst daarvan onmiddellijk bevestigt.

§ 5. Indien hem geen enkele opmerking van de betrokken werknemers werd meegedeeld en het register geen enkele opmerking bevat, wordt de opmaakprocedure geacht te zijn afgelopen op de vijftiende

de la remise du projet d'acte d'adhésion aux travailleurs concernés.

§ 6. Si des observations par les travailleurs concernés lui ont été notifiées ou si le registre contient des observations faites par les travailleurs concernés, il les fera connaître dans les quatre jours à l'employeur qui les portera à la connaissance des travailleurs concernés. Ce fonctionnaire tente de concilier les points de vue divergents dans un délai de trente jours.

§ 7. S'il y parvient, la procédure d'établissement de l'acte d'adhésion est clôturée le huitième jour suivant celui de la conciliation.

§ 8. S'il n'y parvient pas, ce fonctionnaire transmet, immédiatement, une copie du procès-verbal de non-conciliation au président de la commission paritaire compétente.

§ 9. La commission paritaire fait une ultime tentative de conciliation au cours de sa plus prochaine réunion.

§ 10. Si elle n'y parvient pas, le différend est tranché par la commission paritaire. Sa décision n'est valable que lorsqu'elle a recueilli 75 % au moins des suffrages exprimés par chacune des parties.

§ 11. Si, pour une branche d'activité, l'organe paritaire ne fonctionne pas, le fonctionnaire visé au § 3 de cet article saisit le Conseil national du Travail.

§ 12. Celui-ci désigne, pour se prononcer sur le différend, la commission paritaire dont relèvent les employeurs ayant une activité similaire.

§ 13. La décision de la commission paritaire est notifiée par le secrétaire dans les huit jours de son prononcé à l'employeur.

Sous-section II. — Deuxième phase

Art. 8. § 1^{er}. La procédure d'établissement est censée être clôturée au moment où l'acte d'adhésion, modifié éventuellement suite à une décision de la commission paritaire, est déposé au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

§ 2. Dès que la première phase de la procédure d'établissement de l'acte d'adhésion est clôturée, cet acte d'adhésion auquel doit être annexé un plan d'octroi des avantages non récurrents liés aux résultats établi dans le cadre de la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et l'accusé de réception visé à l'article 7, § 4, fait l'objet par l'employeur d'un dépôt au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Ce dépôt est irrecevable si le Greffe constate que la procédure d'établissement n'a pas été suivie.

§ 3. En même temps que le dépôt au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, l'employeur fait connaître aux travailleurs par affichage d'un avis qu'un acte d'adhésion relatif à des avantages non récurrents liés aux résultats a été déposé au Greffe susvisé. Cet avis doit mentionner que cet acte d'adhésion a été déposé au Greffe susvisé et transmis à la commission paritaire.

Art. 9. § 1^{er}. Dès le dépôt de l'acte d'adhésion intervenu conformément à l'article 8, le Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale transmet l'acte d'adhésion et le plan d'octroi qui lui est annexé à la commission paritaire compétente pour qu'elle effectue les contrôles de forme et marginal prévus par la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

§ 2. La commission paritaire compétente effectue ces contrôles dans les deux mois de cette transmission.

La décision de la commission paritaire n'est valable que lorsqu'elle a recueilli 75 % au moins des suffrages exprimés par chacune des parties.

Lorsque la décision de la commission paritaire est positive, l'acte d'adhésion et le plan d'octroi qui lui est annexé sont approuvés.

Lorsque la décision de la commission paritaire est négative, l'acte d'adhésion et le plan qui lui est annexé ne sont pas approuvés. La motivation de cette décision doit indiquer précisément les manquements de l'acte d'adhésion ou du plan d'octroi qui lui est annexé.

dag volgend op deze van de overhandiging van het ontwerp van toetredingsakte aan de betrokken werknemers.

§ 6. Indien hem opmerkingen van de betrokken werknemers werden meegedeeld of indien het register opmerkingen van de betrokken werknemers bevat, deelt hij deze binnen de vier dagen mee aan de werkgever die ze aan de betrokken werknemers meedeelt. De ambtenaar probeert de uiteenlopende standpunten binnen een termijn van dertig dagen te verzoenen.

§ 7. Indien hij erin slaagt, wordt de opmaakprocedure van de toetredingsakte afgesloten op de achtste dag volgend op deze van de verzoening.

§ 8. Indien hij er niet in slaagt, stuurt deze ambtenaar onmiddellijk een afschrift van het proces-verbaal van niet-verzoening naar de voorzitter van het bevoegde paritaire comité.

§ 9. Het paritaire comité doet een laatste verzoeningspoging op zijn eerstvolgende vergadering.

§ 10. Indien het daarin niet slaagt, wordt het geschil door het paritair comité beslecht. Zijn beslissing is enkel geldig wanneer zij ten minste 75 pct. der stemmen door ieder der partijen uitgebracht, heeft bekomen.

§ 11. Indien het paritaire orgaan voor een bepaalde activiteitstak niet werkt, dan maakt de ambtenaar bedoeld in § 3 van dit artikel de zaak aanhangig bij de Nationale Arbeidsraad.

§ 12. Deze duidt het paritaire comité waaronder werkgevers met een gelijkaardige activiteit vallen, aan om zich over het geschil uit te spreken.

§ 13. De beslissing van het paritaire comité wordt binnen de acht dagen na de uitspraak door de secretaris aan de werkgever ter kennis gebracht.

Onderafdeling II. — Tweede fase

Art. 8. § 1. De opmaakprocedure wordt geacht te zijn afgelopen op het ogenblik waarop de toetredingsakte, eventueel gewijzigd ten gevolge van een beslissing van het paritaire comité, bij de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg is neergelegd.

§ 2. Zodra de eerste fase van de opmaakprocedure van de toetredingsakte afgelopen is, wordt deze toetredingsakte, waarbij een toekenningsplan van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen als bijlage moet worden gevoegd, opgesteld in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad, en het ontvangstbewijs waarvan sprake in artikel 7, § 4, door de werkgever bij de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg neergelegd. Indien de griffie vaststelt dat de opmaakprocedure niet werd gevolgd, is deze neerlegging niet ontvankelijk.

§ 3. Samen met de neerlegging bij de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, deelt de werkgever via aanplakking van een bericht aan de werknemers mee dat een toetredingsakte met betrekking tot niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen bij hoger vermelde griffie werd neergelegd. Dit bericht moet vermelden dat deze toetredingsakte bij hoger vermelde griffie werd neergelegd en aan het paritaire comité werd overgemaakt.

Art. 9. § 1. Na de neerlegging van de toetredingsakte in overeenstemming met artikel 8, maakt de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg de toetredingsakte en het toegevoegde toekenningsplan aan het bevoegde paritaire comité over met het oog op de uitoefening van de vorm- en marginale controle waarin voorzien is door de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad.

§ 2. Het bevoegde paritaire comité voert deze controles uit binnen de twee maanden na deze overdracht.

De beslissing van het paritaire comité is enkel geldig wanneer zij ten minste 75 pct. der stemmen door ieder der partijen uitgebracht, heeft bekomen.

Wanneer de beslissing van het paritaire comité positief is, dan zijn de toetredingsakte en het toegevoegde toekenningsplan goedgekeurd.

Wanneer de beslissing van het paritaire comité negatief is, dan zijn de toetredingsakte en het toegevoegde toekenningsplan niet goedgekeurd. De motivering van deze beslissing moet de tekortkomingen van de toetredingsakte of van het toegevoegde toekenningsplan nauwkeurig aanduiden.

La décision de la commission paritaire et le cas échéant la motivation de celle-ci sont transmis au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale qui informe immédiatement l'employeur et le fonctionnaire désigné par le ministre.

§ 3. Pendant ce même délai de deux mois, chacune des organisations représentées au sein de la commission paritaire peut communiquer ses remarques au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, qui les transmet simultanément au fonctionnaire désigné par le Ministre et au Président de la commission paritaire. Celui-ci en informe immédiatement ses membres.

§ 4. A défaut de décision de la commission paritaire dans les deux mois de la transmission de l'acte d'adhésion et du plan qui lui est annexé, le fonctionnaire compétent effectue les contrôles de forme et marginal prévus par la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

Lorsque la décision du fonctionnaire désigné par le ministre est positive, l'acte d'adhésion et le plan qui lui est annexé sont considérés comme étant approuvés.

Lorsque la décision du fonctionnaire désigné par le ministre est négative, l'acte d'adhésion et le plan qui lui est annexé sont considérés comme n'étant pas approuvés. La motivation de cette décision doit indiquer précisément les manquements de l'acte d'adhésion ou du plan d'octroi qui lui est annexé.

La décision du fonctionnaire désigné par le ministre et le cas échéant la motivation de celle-ci, sont, dans le mois de la saisine de ce fonctionnaire, communiquées à l'employeur ainsi qu'à la commission paritaire compétente.

Si le fonctionnaire désigné par le ministre ne se prononce pas dans le mois de sa saisine, sa décision est censée être positive.

§ 5. Lorsque l'acte d'adhésion et le plan d'octroi qui lui est annexé sont considérés comme étant approuvés suite à la présente procédure de contrôle, ils sont également considérés comme répondant aux conditions de contrôle de forme et marginal visés aux §§ 1^{er} et 4 du présent article.

Art. 10. Lorsque conformément à la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail, les objectifs ou niveaux à atteindre prévus par le plan d'octroi sont modifiés, l'employeur communique au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, ces objectifs ou niveaux à atteindre modifiés et le Greffe les communique à la commission paritaire compétente pour information.

Section III. — Traitement en droit social des avantages non récurrents liés aux résultats

Art. 11. Les avantages non récurrents liés aux résultats prévus conformément au présent chapitre, ne confèrent, à concurrence du plafond fixé à l'article 38, § 3^{novies}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, aucun droit à l'exception de leur paiement par l'employeur. Une convention collective de travail peut prévoir des dispositions plus favorables pour les travailleurs, à l'exception de droits en matière de sécurité sociale ou de vacances annuelles, et ce sans que ceci ne puisse entraîner une modification des formalités administratives à remplir à l'égard de l'Office national de Sécurité sociale.

De beslissing van het paritaire comité en desgevallend de motivering van deze beslissing, wordt meegedeeld aan de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die de werkgever en de door de minister aangeduide ambtenaar onmiddellijk inlicht.

§ 3. Binnen diezelfde termijn van twee maanden kan elk van de organisaties die in het paritaire comité vertegenwoordigd zijn, haar opmerkingen meedelen aan de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die deze simultaan overmaakt aan de door de Minister aangeduide ambtenaar en aan de Voorzitter van het paritaire comité. Deze licht de leden onmiddellijk in.

§ 4. Bij gebrek aan beslissing van het paritaire comité binnen de twee maanden na de overdracht van de toetredingsakte en het bijgevoegde plan voert de bevoegde ambtenaar de vorm- en marginale controles uit waarin voorzien is door de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad.

Wanneer de beslissing van de door de minister aangeduide ambtenaar positief is, worden de toetredingsakte en het toegevoegde plan beschouwd als zijnde goedgekeurd.

Wanneer de beslissing van de door de minister aangeduide ambtenaar negatief is, worden de toetredingsakte en het toegevoegde plan beschouwd als zijnde niet goedgekeurd. De motivering van deze beslissing moet de tekortkomingen van de toetredingsakte of van het toegevoegde toekenningsplan nauwkeurig aanduiden.

De beslissing van de door de minister aangeduide ambtenaar en desgevallend de motivering van deze beslissing, worden binnen de maand nadat de zaak aan deze ambtenaar werd voorgelegd, aan de werkgever en het bevoegde paritaire comité meegedeeld.

Indien de door de minister aangeduide ambtenaar geen uitspraak doet binnen de maand nadat de zaak aan hem werd voorgelegd, wordt zijn beslissing geacht positief te zijn.

§ 5. Wanneer de toetredingsakte en het toegevoegde toekenningsplan na afloop van onderhavige controleprocedure als goedgekeurd worden beschouwd, worden ze ook beschouwd als beantwoordend aan de voorwaarden inzake vorm- en marginale controle waarin voorzien is in §§ 1 en 4 van dit artikel.

Art. 10. Wanneer in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad, de te bereiken doelstellingen of niveaus waarin het toekenningsplan voorziet, worden gewijzigd, deelt de werkgever deze gewijzigde doelstellingen of niveaus mee aan de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. De griffie deelt deze ter informatie mee aan het bevoegde paritaire comité.

Afdeling III. — Sociaalrechtelijke behandeling van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

Art. 11. Aan de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen voorzien in overeenstemming met onderhavig hoofdstuk, kunnen geen rechten worden ontleend, ten belope van het grensbedrag bepaald in artikel 38, § 3^{novies}, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, met uitzondering van hun betaling door de werkgever. Een collectieve arbeidsovereenkomst kan voorzien in gunstiger bepalingen voor de werknemers, met uitzondering van rechten op het gebied van sociale zekerheid of jaarlijkse vakantie en zonder dat dit mag leiden tot een wijziging van de ten aanzien van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid te vervullen administratieve formaliteiten.

Art. 12. Au moment prévu pour le paiement des avantages non récurrents liés aux résultats, le travailleur reçoit une fiche d'information, comme prévu dans la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

Cette fiche d'information est soumise aux obligations fixées par l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux et les arrêtés d'exécution de cet arrêté royal relatifs au compte individuel.

Art. 13. L'article 23, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est complété comme suit :

« Les avantages visés au chapitre II de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 sont exclus de la notion de rémunération à concurrence du montant déterminé à l'article 38, § 3*novies*. »

Art. 14. Dans l'article 14 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est inséré un § 3 libellé comme suit :

« Les avantages visés au chapitre II de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 sont exclus de la notion de rémunération à concurrence du montant déterminé à l'article 38, § 3*novies*, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. »

Art. 15. Dans l'article 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est inséré un § 3*novies*, libellé comme suit :

« § 3*novies*. Une cotisation spéciale de 33 % est due par l'employeur sur le montant des avantages non récurrents liés aux résultats accordés en application du chapitre II de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 et cela à concurrence d'un plafond de 2.200 euros par année calendrier par travailleur chez chaque employeur qui l'occupe.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pris sur avis unanime et conforme du Conseil national du Travail, adapter le montant de 2.200 euros visé à l'alinéa précédent.

Le montant de 2.200 euros est rattaché à l'indice santé du mois de septembre 2007 (105,71). A partir du 1^{er} janvier 2009, ce montant est adapté le 1^{er} janvier de chaque année conformément à la formule suivante : le montant de base est multiplié par l'indice santé du mois de septembre de l'année précédant celle durant laquelle le nouveau montant sera applicable et divisé par l'indice santé du mois de septembre 2007. Le montant ainsi obtenu est arrondi à l'euro supérieur.

La cotisation est due annuellement le 31 décembre de l'année durant laquelle l'avantage est octroyé et est versée à l'Office national de Sécurité sociale.

Le produit de la cotisation est transmis à l'ONSS-Gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Les dispositions du régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le contrôle, le juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège, la communication du montant de la créance de l'Office national de sécurité sociale, sont applicables. »

Art. 16. Un article 35*bis* est inséré dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail :

« Pour l'application de la présente loi, ne sont pas considérés comme de la rémunération les avantages non récurrents liés aux résultats accordés aux travailleurs en application du chapitre II de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 à concurrence du plafond prévu à l'article 38, § 3*novies*, de la loi du 29 juin 1981. »

Section IV. — Traitement fiscal des avantages non récurrents liés aux résultats

Art. 17. L'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 est complété comme suit :

« 24° à concurrence d'un montant annuel n'excédant pas le plafond prévu à l'article 38, § 3*novies*, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, les

Art. 12. Op het ogenblik voorzien voor de betaling van de niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen ontvangt de werknemer een informatiefiche zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad.

Die informatiefiche wordt onderworpen aan de verplichtingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten en de uitvoeringsbesluiten van dit koninklijk besluit met betrekking tot de individuele rekening.

Art. 13. Artikel 23, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt als volgt aangevuld :

« De voordelen zoals bedoeld in hoofdstuk II, van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008 zijn uitgesloten uit het loonbegrip ten belope van het in artikel 38, § 3*novies*, bepaalde bedrag. »

Art. 14. In artikel 14 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt een § 3 ingevoegd luidend als volgt :

« De voordelen zoals bedoeld in hoofdstuk II, van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008 zijn uitgesloten uit het loonbegrip ten belope van het bedrag bepaald in artikel 38, § 3*novies*, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. »

Art. 15. In artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt een § 3*novies*, ingevoegd luidend als volgt :

« § 3*novies*. De werkgever is een bijzondere bijdrage van 33 % verschuldigd op het bedrag van de niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen die worden toegekend met toepassing van hoofdstuk II, van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008 en dit ten belope van een plafond van 2.200 euro per kalenderjaar, per werknemer bij elke werkgever die hem in dienst heeft.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit genomen op unaniem en eensluidend advies van de Nationale Arbeidsraad, het in het vorige lid bedoelde bedrag van 2.200 euro aanpassen.

Het bedrag van 2.200 euro is gekoppeld aan de gezondheidsindex van de maand september 2007 (105,71). Vanaf 1 januari 2009 wordt dit bedrag jaarlijks op 1 januari aangepast volgens de volgende formule : het basisbedrag wordt vermenigvuldigd met de gezondheidsindex van de maand september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin het nieuwe bedrag van toepassing zal zijn, en gedeeld door de gezondheidsindex van de maand september 2007. Het aldus berekende bedrag wordt op de hogere euro afgerond.

De bijdrage is jaarlijks verschuldigd op 31 december van het jaar waarin het voordeel wordt toegekend en wordt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid betaald.

De opbrengst van de bijdrage wordt overgemaakt aan de RSZ-Globaal beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2^o, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

De bepalingen van het algemene stelsel van de sociale zekerheid van werknemers, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de termijnen inzake betaling, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de Rijksdienst voor sociale zekerheid, zijn van toepassing. »

Art. 16. Er wordt een artikel 35*bis* ingevoegd in de arbeidsongevalwet van 10 april 1971 :

« Worden niet als loon beschouwd voor de toepassing van onderhavige wet : de niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen die aan de werknemers worden toegekend met toepassing van hoofdstuk II, van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008, ten belope het grensbedrag bepaald in artikel 38, § 3*novies*, van de wet van 29 juni 1981. »

Afdeling IV. — Fiscale behandeling van de niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen

Art. 17. Artikel 38, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt als volgt aangevuld :

« 24° ten belope van een jaarbedrag dat niet meer mag bedragen dan het grensbedrag bepaald in artikel 38, § 3*novies*, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale

avantages non récurrents liés aux résultats payés ou attribués en application du chapitre II de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 et qui sont effectivement soumis à la cotisation spéciale prévue au même article de la loi du 29 juin 1981 précitée. »

Art. 18. L'article 52, 3°, du même Code est complété comme suit :

« d) la cotisation spéciale due en vertu de l'article 38, § 3^{novies}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. »

Art. 19. L'article 52, 9°, du même Code est rétabli dans la rédaction suivante :

« 9° les avantages non récurrents liés aux résultats payés ou attribués en application du chapitre II de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 et qui sont effectivement soumis à la cotisation spéciale prévue à l'article 38, § 3^{novies}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés. »

Section V. — Entrée en vigueur

Art. 20. Le présent chapitre est applicable aux avantages payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2008 sur la base du présent chapitre et conformément à la procédure, aux modalités et aux conditions établies par la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

CHAPITRE III. — Prépension après 40 années de carrière professionnelle

Art. 21. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations, il est inséré un paragraphe 7^{bis}, rédigé comme suit :

« § 7^{bis}. Pour l'application de l'article 3, § 7, sont assimilées à des journées de travail pour le calcul de la carrière professionnelle, pour un maximum de trois années calendrier :

— les journées de chômage complet;

— les journées d'interruption de la carrière professionnelle en vertu des dispositions de la loi de redressement du 22 janvier 1985 pour autant que le travailleur ait bénéficié des allocations d'interruption;

— les périodes pendant lesquelles le travailleur a interrompu son travail salarié sans bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle, pour élever un enfant qui n'a pas atteint l'âge de six ans;

— les prestations de travail visées au § 2, a);

— la période du service actif des miliciens en application des articles 2^{bis} et 66 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 et des objecteurs de conscience en application des articles 18 et 19 des lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980. »

Art. 22. L'article 4, § 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application des §§ 4 à 7^{bis}, sont exclues les deux premières années de suspension complète du contrat de travail qui ont débuté après le 31 mai 2007 et dont le travailleur a bénéficié en application de l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, modifiée par les conventions collectives de travail n° 77^{ter} du 10 juillet 2002 et n° 77^{quater} du 30 mars 2007. »

zekerheid voor werknemers : de niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen die worden betaald of toegekend met toepassing van hoofdstuk II van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008 en die daadwerkelijk onderworpen zijn aan de bijzondere bijdrage van datzelfde artikel van hoger vermelde wet van 29 juni 1981. »

Art. 18. Artikel 52, 3°, van hetzelfde Wetboek wordt als volgt aangevuld :

« d) de bijzondere bijdrage die verschuldigd is krachtens artikel 38, § 3^{novies}, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. »

Art. 19. Artikel 52, 9°, van hetzelfde Wetboek wordt opnieuw ingevoegd onder deze vorm :

« 9° de niet-recurrerende resultaatsgebonden voordelen die worden betaald of toegekend met toepassing van hoofdstuk II van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008 en die daadwerkelijk onderworpen zijn aan de bijzondere bijdrage die bepaald is in artikel 38, § 3^{novies}, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers. »

Afdeling V. — Inwerkingtreding

Art. 20. Onderhavig hoofdstuk is van toepassing op de voordelen die vanaf 1 januari 2008 worden betaald of toegekend op basis van onderhavig hoofdstuk en in overeenstemming met de procedure, de modaliteiten en de voorwaarden die zijn vastgelegd bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad.

HOOFDSTUK III. — Brugpensioen na 40 jaar beroepsverleden

Art. 21. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het Generatiepact wordt een nieuwe § 7^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7^{bis}. Voor de toepassing van art. 3, § 7, worden voor de berekening van het beroepsverleden gelijkgesteld met arbeidsdagen voor maximaal drie kalenderjaren :

— de dagen van volledige werkloosheid;

— de dagen van beroepsloopbaanonderbreking overeenkomstig de bepalingen van de herstellwet van 22 januari 1985 voorzover de werknemer onderbrekingsuitkeringen heeft genoten;

— de periodes tijdens welke de werknemer zijn loondienst heeft onderbroken, zonder werkloosheidsuitkeringen of uitkeringen in het kader van een beroepsloopbaanonderbreking te hebben genoten, om een kind op te voeden dat de leeftijd van zes jaar niet heeft bereikt;

— de arbeidsprestaties bedoeld in § 2, a);

— de periode van actieve dienst als dienstplichtige in toepassing van de artikelen 2^{bis} en 66 van de dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1962 en als gewetensbezwaarde in toepassing van de artikelen 18 en 19 van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden gecoördineerd op 20 februari 1980. »

Art. 22. Artikel 4, § 8, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van de §§ 4 tot 7^{bis} worden de twee eerste jaren van volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst die de werknemer genoten heeft in toepassing van art. 3, § 1, 1°, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77^{bis} van 19 december 2001 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 77^{ter} van 10 juli 2002 en nr. 77^{quater} van 30 maart 2007, en die zijn aangevat na 31 mei 2007, uitgesloten. »

Art. 23. Les articles 21 et 22 peuvent être abrogés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis du Conseil national du Travail.

Art. 24. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

CHAPITRE IV. — *Reconnaissance des travailleurs ayant des problèmes physiques graves pour la prépension à partir de 58 ans après 35 années de carrière*

Art. 25. L'article 58, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, remplacé par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987 et modifié par les lois des 29 décembre 1990, 29 avril 1991, 30 mars 1994, l'arrêté royal du 16 décembre 1996, les lois des 10 août 2001 et 13 juillet 2006, est complété comme suit :

« 19° de reconnaître, aux conditions et selon les modalités déterminées par le Comité de gestion, que les travailleurs visés à l'article 3, § 6 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations ont des problèmes physiques graves qui ont été occasionnés intégralement ou partiellement par leur activité professionnelle et qui entravent significativement la poursuite de l'exercice de leur métier, selon les conditions et procédures déterminées dans une convention collective de travail du Conseil national du Travail. Le Roi peut déterminer des modalités pour l'exécution de cette compétence. »

Art. 26. L'article 6 des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, est complété comme suit :

« 11° de reconnaître, aux conditions et selon les modalités déterminées par le Comité de gestion, pour certains travailleurs visés à l'article 3, § 6, de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations, qu'ils ont été exposés directement à l'amiante à titre professionnel, selon les conditions et la procédure déterminées dans une convention collective de travail du Conseil national du Travail. Le Roi peut déterminer des modalités pour l'exécution de cette compétence;

12° d'apporter sa collaboration aux conditions et selon les modalités déterminées par le Comité de gestion, dans la procédure de reconnaissance par le Fonds des accidents du travail des travailleurs, visée à l'article 58, § 1^{er}, 19° de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. Le Roi peut déterminer des modalités pour l'exécution de cette compétence. »

Art. 27. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
J. PIETTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
J. VANDEURZEN

—
Note

(1) Documents de la Chambre des représentants :
52-594-2007 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Version intégrale : 19 décembre 2007.

Documents du Sénat :

Adoption sans amendement.

(2) Convention collective n° 90 du Conseil national du travail, conclue durant la session du jeudi 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats.

Art. 23. De artikelen 21 en 22 kunnen worden opgeheven door de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de Nationale Arbeidsraad.

Art. 24. Onderhavig hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2008.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van werknemers met ernstige lichamelijke problemen voor het brugpensioen vanaf 58 jaar na 35 jaar loopbaan*

Art. 25. Artikel 58, § 1, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, vervangen door het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, 29 april 1991, 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 16 december 1996, de wet van 10 augustus 2001 en 13 juli 2006, wordt aangevuld als volgt :

« 19° onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door het Beheerscomité, erkennen dat de werknemers bedoeld in artikel 3, § 6 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het Generatiepact, ernstige lichamelijke problemen hebben, geheel of gedeeltelijk veroorzaakt door hun beroepsactiviteit, die de verdere uitoefening van hun beroep significant bemoeilijken, volgens de voorwaarden en procedures bepaald in een collectieve arbeidsovereenkomst van de Nationale Arbeidsraad. De Koning kan nadere regels bepalen voor de uitoefening van deze bevoegdheid. »

Art. 26. Artikel 6 van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, wordt als volgt aangevuld :

« 11° onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door het Beheerscomité, voor bepaalde werknemers, bedoeld in artikel 3, § 6, van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het Generatiepact, te erkennen dat ze beroepsmatig rechtstreeks werden blootgesteld aan asbest, volgens de voorwaarden en procedure bepaald in een collectieve arbeidsovereenkomst van de Nationale Arbeidsraad. De Koning kan nadere regels bepalen voor de uitoefening van deze bevoegdheid; »

12° onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald door het Beheerscomité, zijn medewerking te verlenen in de procedure voor de erkenning door het Fonds voor arbeidsongevallen van werknemers, bedoeld in artikel 58, § 1, 19°, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971. De Koning kan nadere regels bepalen voor de uitoefening van deze bevoegdheid.

Art. 27. Onderhavig hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
J. PIETTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
J. VANDEURZEN

—
Nota

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
52-594-2007 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel.

Nr. 2 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de senaat.

Integraal verslag : 19 december 2007.

Stukken van de Senaat :

Aanneming zonder amendement.

(2) Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van de Nationale Arbeidsraad, gesloten tijdens de zitting van donderdag 20 december 2007 betreffende de niet-recurrerende resultaatgebonden voordelen.